



Qu'est-ce que le FEM ?

La problématique

Les problèmes auxquels les pays sont confrontés aujourd'hui à travers le monde dans les domaines de l'environnement et du développement ne manquent pas : changement climatique, pollution de l'eau et de l'air, disparition des espèces. Bon nombre de ces problèmes ont un caractère transnational et affectent trop souvent les pays en développement, surtout les plus vulnérables, d'une manière disproportionnée.

La réponse du FEM

Le FEM est, depuis 1991, un élément moteur de l'amélioration du sort de millions de personnes, aidant à créer les conditions d'un développement durable. Travaillant en partenariat avec les pays, les institutions internationales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, sa devise, *Pour investir dans notre planète*, est illustrée par la capacité de l'homme à créer de meilleures conditions de vie.

Son portefeuille est diversifié et, comme pour tout portefeuille d'investissements, les profits à en attendre s'échelonnent dans le temps. Dans certains secteurs, le FEM joue davantage le rôle d'un fonds de capital-risque, faisant « germer » des idées, des technologies et des initiatives nouvelles. Dans d'autres, il fait office d'entreprise à vocation sociale, fournissant par exemple plus de 10 000 microfinancements

LES FAITS

- Au cours des 18 dernières années, le FEM a investi directement 8,6 milliards de dollars et mobilisé 36,1 milliards de dollars de cofinancement pour plus de 2 400 projets réalisés dans plus de 165 pays.
- Le FEM est la principale institution internationale ayant pour vocation d'investir pour la gestion, la protection et la restauration de notre planète.

directement à des groupes de proximité et autres organisations de la société civile dans 120 pays.

Le nombre et la nature des partenariats du FEM font partie des points forts de l'institution. Les projets sont réalisés par le biais du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de la Banque mondiale, des banques régionales de développement et de plusieurs autres institutions spécialisées des Nations Unies. Le FEM apporte un appui à l'application d'un certain nombre de



conventions des Nations Unies, du Protocole de Montréal et de projets sur les eaux internationales. Il travaille également en étroite collaboration avec les organisations de la société civile, exécutant des projets par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales et d'organisations de proximité.

Le fait que le FEM serve de mécanisme financier à plusieurs conventions sur l'environnement permet d'éviter d'avoir à établir un instrument de financement et des procédures de supervision pour chacune d'entre elles. S'appuyant sur un réseau de dix organismes différents pour administrer ses projets (voir encadré), le FEM peut stimuler une saine concurrence et sélectionner les initiatives ayant le meilleur rapport qualité-coût parmi un plus grand nombre de propositions.

Le FEM veille à ce que les financements et les partenariats aient le maximum d'effets positifs sur l'environnement. Grâce au Bureau de l'évaluation indépendant du FEM, des évaluations de l'impact des programmes sont régulièrement réalisées. Conduites de façon continue par des experts indépendants, ces évaluations examinent de manière ouverte et transparente les projets du FEM et permettent de formuler des recommandations en conséquence.

Les activités : Six domaines d'intervention

Face aux menaces grandissantes que représentent le changement climatique, la pollution et l'appauvrissement de la biodiversité, les financements du FEM dans ses six domaines d'intervention ne sont pas seulement nécessaires, ils sont indispensables. Le FEM joue un rôle catalyseur et novateur clé, s'acquittant de deux missions indispensables à la réalisation des objectifs mondiaux de développement, à savoir la prévention du risque climatique et la préservation des ressources naturelles, à commencer par la riche biodiversité mondiale.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dans ce domaine d'intervention, le FEM a alloué plus de 2,7 milliards de dollars à l'appui de projets dans les pays en développement et dans les pays en transition. Cet investissement a permis de mobiliser 17,2 milliards de cofinancement et de réduire de plus d'un milliard de tonnes les émissions de gaz à effet de serre, un volume équivalent à près de 5 % des émissions annuelles causées par l'homme.

Les initiatives prises par le FEM pour réduire ou éviter les émissions de gaz à effet de serre portent notamment sur les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie, les modes de transport viables, et les activités dites UTCATF (utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie). Le FEM soutient l'application à titre témoin, la mise en service et la diffusion de plus de 30 technologies respectueuses du climat dans les secteurs de la maîtrise de l'énergie, des énergies renouvelables et du transport urbain écologiquement viable. Les projets du FEM dans le domaine du changement climatique jouent un rôle moteur, permettant d'établir les politiques et le cadre réglementaire facilitant la transformation du marché, d'appliquer des instruments financiers novateurs, et de promouvoir des mécanismes qui favorisent la commercialisation, l'adoption et la diffusion à grande échelle de ces solutions.

PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

À la pointe de l'effort de préservation de la biodiversité entrepris par la communauté internationale, le FEM a financé 800 projets dans plus de 150 pays. Il a également investi dans l'établissement ou la gestion de 1 600 aires protégées couvrant 360 millions d'hectares, et aide à prendre en compte la protection et la planification de la préservation de la biodiversité sur plus de 100 millions d'hectares de zones d'activité productive. Le FEM a créé 26 fonds fiduciaires d'un montant total de 300 millions de dollars pour pérenniser ces efforts.

EAUX INTERNATIONALES

Dans ce domaine d'intervention, le FEM est la première source de financement de la coopération plurinationale sur les masses d'eau à cheval sur plusieurs pays. Les projets de ce type concernent 30 bassins fluviaux et lacustres, 5 nappes d'eaux souterraines et 19 des 64 grands écosystèmes marins de la planète. Plus de un milliard de dollars de financement direct ont permis de mobiliser 4,7 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de projets qui préservent les eaux et l'environnement au profit des populations dans plus de 170 pays.

Les projets interdépendants dans les bassins du Danube et de la mer Noire illustrent bien les avantages de cette coopération internationale encouragée par le FEM dans ce secteur. Les ressources allouées par l'institution aident les pays

frontaliers à agir de concert dans le cadre de traités régionaux, même en période de transition économique et de conflit armé. Les forums environnementaux sur le Danube et la mer Noire, par exemple, permettent de créer ou de renforcer les institutions régionales et nationales de gouvernance et de stimuler la participation de la société civile.

DÉGRADATION DES SOLS

Dans le cadre de ce domaine d'intervention, le FEM a alloué des ressources additionnelles d'un montant de 332 millions de dollars pour 88 projets et programmes d'appui à la gestion durable des sols, moyen efficace et économique de combattre la dégradation des terres, et en particulier la désertification et le déboisement. Plus de 2,3 milliards de dollars de cofinancement ont été mobilisés. Ces interventions contribuent à accroître les effets positifs que les écosystèmes des zones d'activité agricole et économique ont sur l'environnement à l'échelle mondiale, tout en améliorant les moyens de subsistance de millions de personnes en milieu rural.

POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

Le FEM apporte son concours à l'évaluation des problèmes dus aux polluants organiques persistants (POP), des besoins en matière de renforcement des capacités dans 135 pays, et des actions prioritaires nécessaires à l'application des dispositions de la Convention de Stockholm. Ce sont au total 340 millions de dollars qui ont été alloués au titre des mesures de réduction des risques que représentent les POP pour l'homme et l'environnement. Ces ressources ont permis de mobiliser 474 millions de dollars supplémentaires. Les projets en cours partout dans le monde permettent d'enlever et de détruire des quantités importantes de pesticides périmés, d'abandonner progressivement certaines substances chimiques industrielles et d'éliminer les déchets qui y sont liés. Ces opérations ont des effets positifs durables sur la santé et l'environnement au plan local et mondial.

OZONE

Le FEM participe à la protection de la couche d'ozone. Ainsi, au cours des 15 dernières années, l'institution a fourni un appui technique et financier à 18 pays en transition d'Europe centrale, d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique pour réduire de 99 % leur consommation de substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités s'appuie sur une approche stratégique consistant à soutenir des



PARTENAIRES

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
Banque mondiale
Banque africaine de développement (BAfD)
Banque asiatique de développement (BAsD)
Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
Banque interaméricaine de développement (BID)
Fonds international de développement agricole (FIDA)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

CONVENTIONS DES NATIONS UNIES APPUYÉES PAR LE FEM

Convention sur la diversité biologique (CDB)
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP)
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD)
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Convention de Vienne)

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street, N.W
Washington, D.C. 20433 USA
Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

projets qui visent à renforcer les capacités institutionnelles, humaines et législatives dans les pays en développement en vue de l'application des conventions et instruments internationaux. Cette approche s'articule sur quatre dispositifs bien coordonnés : les autoévaluations des capacités nationales à renforcer (ACNR), les projets classiques du FEM dans chacun de ses domaines d'intervention, les activités intersectorielles de renforcement des capacités (législation, information, renforcement des capacités institutionnelles) et les programmes nationaux visant à satisfaire les besoins cruciaux de renforcement des capacités dans les PMA et les PEID. Le FEM a déjà financé plus de 144 ACNR et plus de 25 activités intersectorielles de renforcement des capacités.

FINANCEMENTS ALLOUÉS AUX PAYS PAR LE FEM (LES 10 AIDES FINANCIÈRES LES PLUS IMPORTANTES POUR LA PÉRIODE 1991–2008)

PAYS	FINANCEMENT DU FEM
Chine	USD M 733,25
Brésil	USD M 370,83
Inde	USD M 312,33
Mexique	USD M 287,25
Fédération de Russie	USD M 234,69
Philippines	USD M 165,31
Indonésie	USD M 130,16
Égypte	USD M 99,65
Viet Nam	USD M 90,87
Afrique du Sud	USD M 87,70

Pour de plus amples informations, consulter la publication « Derrière les chiffres : S'intéresser de plus près aux réalisations du FEM », disponible sur le site web du FEM.



PETITS FINANCEMENTS, GROS IMPACTS

Le Programme de microfinancements du FEM a permis d'allouer 450 millions de dollars à l'appui de plus de 10 000 projets auxquels participent les populations autochtones, les organisations de proximité et d'autres groupes non gouvernementaux. Il ressort d'une évaluation indépendante du programme que malgré leur faible montant, ces financements aident les populations locales à améliorer durablement l'état environnemental de la planète, surtout dans le domaine de la dégradation des sols et de la biodiversité.

